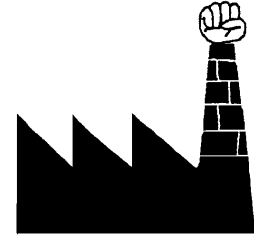


A CONTRE COURANT

syndical et politique

En mémoire de René SCHULBAUM (1914 - 1988)



Un printemps des peuples pour 2003 ?

Certaines dates ont marqué l'imaginaire du mouvement social : celles de phases historiques où il a réussi à se réapproprié l'espace public et à infléchir le cours des événements : février 48, février 17, juin 36, mai 68. Ces mois —où la dynamique révolutionnaire ébranle l'ordre établi— forgent sa mémoire combattante. Décembre 95 fut le dernier de ces moments particuliers. Car, même si l'action était alors restée essentiellement défensive ("Préservation des acquis sociaux"), elle avait confirmé la capacité de mobilisation collective, durable et opiniâtre du mouvement social français. Qu'en sera-t-il dans les mois qui viennent ?

Il ne s'agit pas, bien sûr, de prédire dans les prochaines semaines un nouveau mai 68 ou une quelconque grève générale. La grève générale ne se prédit pas; elle ne se décrète pas non plus. Il s'agit en revanche de prendre au sérieux les différentes mobilisations en cours (contre la guerre en Irak, contre la régression du système de retraites) et, en travaillant à leur jonction, ouvrir une brèche dans la domination hégémonique du capital mondialisé. En effet, s'ils sont politiquement proches l'un de l'autre, ces deux mouvements ne se recouvrent pas totalement. Ce qui, dans la rue, s'est massivement exprimé le 1^{er} février, c'est le refus du salariat français de subir passivement la poursuite de la dégradation de ses conditions de travail et le démantèlement de ses droits collectifs. Ce qui, dans la rue, s'est massivement exprimé le 15 février, c'est le refus des courants "anti-mondialisation" d'entériner passivement la prétention criminelle de l'appareil administratif et militaire des Etats-Unis d'imposer à la planète sa domination impériale. Et ce ne sont pas les actuelles querelles diplomatiques entre les différents Etats qui modifieront l'organisation du capital au niveau mondial. Si elles se parent de conceptions éthiques ou idéologiques qui seraient divergentes (unilatéralisme contre multilatéralisme ?...), elles ne sont en réalité que l'expression de rivalités entre puissances concurrentes. Ou, plus précisément, l'affrontement entre des formes historiques de puissances qui cherchent à tirer le meilleur parti de la réorganisation en cours de l'ordre international.

Aussi, dans les luttes à venir, notre tâche est double. D'abord prévenir les impasses dans lesquelles les mouvements sociaux risquent de s'empêtrer: corporatismes étriés dans le premier cas; nationalisme cocardier ou humanitarisme bêtard dans le second; mais surtout, organiser leur jonction sur des bases pratiques et théoriques cohérentes: la formulation moderne d'un anticapitalisme porteur d'esérance.

Le calendrier révolutionnaire honorait la période de la germination. Voilà un symbole de régénérescence à saisir pour ceux qui perçoivent le capitalisme actuel des Bush, Blair, Gates, Raffarin et Seillères comme dégénéré et viscéralement corrompu. Après Ventôse arrive un mois qui sonne comme un appel à la lutte sociale: Germinal !

Projet de nouveau drapeau européen



Contre la guerre !

Comme dans les mauvais films de série B, le scénario est connu. Il ne ménage aucun suspense. C'est entendu, la guerre contre l'Irak aura lieu. C'est l'affaire de quelques semaines; d'un ou deux mois au plus. En attendant que les conditions climatiques s'améliorent... et que les forces alliées aient le temps de concentrer hommes et matériels en nombre suffisant. Et oui, même moderne, même chirurgicale, une bonne guerre ne se conçoit pas sans intendance.

Aucun événement ne paraît en mesure d'en retarder l'échéance, voire d'en éteindre la menace. En tout cas, pas la mission des inspecteurs en désarmement de l'ONU. En effet, comme ne cessent de l'affirmer les porte-parole de la maison blanche et du département d'état, l'absence de preuves d'une production d'armes de destruction massive sera considérée comme suspecte¹. C'est bien connu, le génie de la dissimulation et la fourberie des Irakiens sont sans bornes, constituant un risque peut-être plus grand que les armes elle mêmes. Donc, preuves ou pas, armes de destruction massive ou non, nos gendarmes mondiaux l'ont décidé : l'Irak doit payer ! La guerre aura lieu !

Quant aux Etats les moins bellicistes – l'Allemagne, la France et la Russie notamment – qui pour des raisons diverses – stratégiques et politiques – hésitaient à s'engager, ils rejoindront plus ou moins activement le giron américain, sous couvert ou non d'une résolution des Nations-Unies codifiant la future intervention et formant sa base juridique.

Bientôt, nos postes de radio et de télévision bruissent de nouveau des mâles accents d'experts en tout genre, nous expliquant docement l'état des forces en présence, la comptabilité des pertes irakiennes, la subtilité du jeu tactique, la signification humanitaire des bombardements de haute altitude. A peu de distance, leur succéderont les exégètes en géopolitique qui conjectureront à perte de vue sur la possible partition de l'Irak, sur les conséquences de l'intervention dans une « région déjà tellement sensible et tellement peu favorable aux occidentaux. »² Mais, prenons les paris, le thème le plus rebattu sera le sort réservé à Saddam Hussein : faudra-t-il de suite l'éliminer, l'incarcérer à Guantánamo avec les terroristes d'Al-Qaida ou bien le traduire devant une juridiction internationale pour crimes contre l'humanité ? A moins que, comme Oussama Ben Laden, il ne s'évanouisse dans la nature. Tant il est vrai que les occidentaux ne savent que

faire de leurs anciens alliés, qu'hier encore ils armaient puissamment.

Les plus audacieux de nos commentateurs reviendront peut-être sur les 500 000 enfants irakiens morts, depuis la première du golfe, de l'embargo onusien, de la famine cyniquement organisée par le pouvoir dictatorial de Saddam Hussein et des bombardements anglo-américains. Mais pour en dire quoi ? Pour reconnaître que ce meurtre perpétré *mezzo voce*, froidement planifié durant plus de douze années, n'a soulevé aucune réprobation sérieuse de la trop fameuse communauté internationale. Pour dévoiler, de ce point de vue là, la parfaite inutilité de la guerre.

War whitout a cause ?

Car, chacun le ressent confusément, serions-nous face à une guerre sans justifications précises, sans causes clairement identifiées ? Le malaise est d'ores et déjà perceptible. Alors, dans les arrières-cours des chancelleries et des ministères, on s'affaire pour mailler la trame d'un argumentaire plausible de la justification.

Deux thèses complémentaires se dessinent³ :

- la première, vise la raison économique. Inquiète pour le futur approvisionnement en or noir des Etats-Unis dont la consommation ne cesse de croître⁴, et désireuse de satisfaire aux exigences du lobby militaro-industriel⁵, l'administration Bush s'apprêterait à préempter par la force les très importantes réserves pétrolières irakiennes⁶. Ce faisant, après avoir pris le contrôle de la production des pays du Caucase et d'Asie centrale, et s'être assurée de la loyauté de ses vassaux du golfe persique, elle affirmerait à la face du monde le leadership mondial des compagnies nord-américaines dans ce secteur stratégique, se dotant d'un puissant levier de dissuasion économique, à un moment où sa politique volontariste de soutien aux investissements privés accroît le risque d'une relance du déficit extérieur des Etats-Unis.

- La seconde est plutôt d'ordre géopolitique. L'intervention militaire pourrait s'entendre comme un moyen de dénouer les contradictions liées à la manière dont les occidentaux ont, durant plus de quatre décennies, tenté d'asseoir leur hégémonie politique, économique et idéologique sur cette région du monde. En effet, pendant cette période, ils ont aidé et armé massivement les pays - Arabie Saoudite, Irak,

Israël, Pakistan, Turquie, etc. - et la nébuleuse des groupes paramilitaires et fondamentalistes - al-qaida, talibans, frères musulmans - qui pour des raisons diverses avaient intérêt à s'opposer aux visées expansionnistes de l'URSS. La cause première ayant de fait disparue - effondrement du bloc soviétique au tournant des années quatre vingt dix -, certains de ces pays ont cru qu'ils pourraient partiellement se libérer de la tutelle occidentale, alors que certains de ces groupes devenaient, dans la pire confusion idéologique, des points de cristallisation des revendications sociales et identitaires de « populations » depuis trop longtemps bafouées, humiliées et exploitées. Bien que ni les uns, ni les autres ne puissent constituer une menace sérieuse pour l'ordre du monde, l'intervention militaire contre l'Irak viserait à prévenir toute velléité future de brouiller l'équilibre régional et à enclencher un processus de « démocratisation. » Par ailleurs, elle serait décidée pour indiquer fermement « aux autres Etats voyous » que d'autres règles du jeu sont désormais en vigueur sur la « scène globalisée » des relations internationales, si tant est que ce dernier terme ait encore un sens⁷.

Un nouveau paradigme de la guerre

Ces justifications, y compris dans leur articulation dialectique, valent moins par la robustesse de leur construction interne, que comme le symptôme du changement de « paradigme de la guerre ». Parler, comme nous le faisons précédemment, d'absence « de causes clairement identifiées » ne signifie pas l'absence de causes « légitimantes », mais seulement que ces dernières ne sont plus intelligibles à partir des catégories propres à la guerre moderne, telles que Karl von Clausewitz les avaient définies dans son ouvrage « De la guerre⁸. »

Brièvement, la guerre clausewitzienne prend acte d'une expérience fondamentale : elle est substantiellement liée au fait national, « *La participation du peuple à la guerre, à la place d'un cabinet ou d'une armée, faisait entrée une nation entière dans le jeu avec son poids naturel. Dès lors, les moyens disponibles, les efforts qui pouvaient les mettre en œuvre, n'avaient plus de limites définies.* »⁹

Avec Valmy, puis les campagnes Napoléoniennes, la nation (ou ses succédanés) s'impose comme la référence dominante, quoique selon des aspects

différents, des objectifs, de la justification, de la conduite et des effets de la guerre. Qu'il s'agisse d'en préserver la souveraineté, les frontières, les intérêts supérieurs ou, au contraire, d'en repousser les limites, la nation investit continûment les représentations idéologiques et les modes opératoires de la guerre moderne. La catégorie de nation a ceci de remarquable dans cette perspective, qu'elle exhibe en permanence un intérieur face à un extérieur dont il faut se protéger ou au contraire s'emparer¹⁰. L'analyse de la guerre impérialiste, même si elle déplace le champ catégoriel vers les conditions de l'accumulation et de la valorisation du capital, ne peut évidemment échapper à la problématique de l'intérieur et de l'extérieur. Ainsi, stigmatisant les conditions de la reproduction capitaliste, Rosa Luxemburg parle des «**conquérants qui ont eu pour but de dominer et d'exploiter le pays, mais aucun n'a eu d'intérêt à dérober au peuple ses forces de production ni à détruire son organisation sociale**¹¹.» Il s'agit ici d'un extérieur «indigène» qui est intériorisé au mode de production capitaliste, comme la figure ordinaire des guerres coloniales et impérialistes¹².

Or, l'intervention qui se prépare contre l'Irak, comme dans une moindre mesure celles qui l'ont précédée - guerres du golfe, de Somalie, de Bosnie, d'Afghanistan, etc. -, ne parvient pas à s'inscrire dans le schéma intérieur/extérieur, nation/environnement, pas plus qu'elle ne répond à la problématique courante de la guerre impérialiste. Dans l'organisation globalisée de l'espace mondial, l'épuisement historique de la forme état-nation rend pratiquement et conceptuellement caduques les notions de frontières, de limites, et avec elles, les acceptions clausewitziennes de guerres populaires, totales, défensives ou offensives. Le processus de globalisation engendre, en même temps qu'il repose sur, un changement d'essence de la conception de la guerre et donc de ses usages.

L'indice de ce changement se décèle dans la justification des conflits qui, depuis une douzaine d'années, sont engagés au nom de la communauté internationale, **au titre d'une norme de droit censée incarner les valeurs essentielles de la justice**. Progressivement, un impressionnant appareil juridique supranational s'est constitué qui, disposant d'un pouvoir normatif réel, reconfigure et pénètre la loi domestique et, dans le même mouvement, transforme de l'intérieur les anciennes structures de régulation internationale, issues pour la plupart du second conflit mondial¹³. Désormais, nous sommes entrés dans l'ère du *bellum justum* «de la guerre juste»¹⁴, qui articule la banalisation de la guerre

et son avènement comme un instrument éthique, deux idées justement que la pensée moderne et les Etats-nations avaient absolument rejetées¹⁵. Le *bellum justum* implique, dans sa construction même, deux conséquences importantes: d'une part, l'appareil militaire est légitimé puisqu'il est fondé en éthique et, d'autre part, l'action militaire est reconnue comme efficace puisqu'elle est le moyen du rétablissement de l'ordre. Dans cette ligne de fuite, l'ennemi, tout comme la guerre, vient à être à la fois «banalisé» (réduit à un instrument de répression policière) et «absolutisé» (comme empire du mal, axe des «Etats voyous», conflit de civilisation, ennemi contre l'ordre éthique mondial)¹⁶. Les déclarations récentes ou plus anciennes des dirigeants des grandes puissances recourent très exactement cette double dimension.

La guerre post-moderne

Au fond, la guerre post-moderne s'impose comme un instrument permanent de l'ordre, comme un moyen d'intégrer tous les conflits, toutes les crises et toutes les dissensions internes à l'ordre mondial émergent. Elle est inscrite dans **le mode de régulation commun** des contradictions propres à la constitution de l'empire, comme l'ont remarquablement perçu, il y a presque treize ans, Gilles Deleuze et Félix Guattari, «*nous avons regardé la machine de guerre [...] fixer sa vue sur un nouveau type d'ennemi, non plus un autre Etat ou même un autre régime, mais un ennemi quelconque*¹⁷.

C'est en ce point précis que la différence entre la guerre moderne et la guerre post-moderne s'affiche avec le plus de netteté. Conséquemment à l'affaiblissement de la distinction intérieur/extérieur, la délimitation entre forces armées et forces de police, opérations militaires et opérations de police tend à s'estomper¹⁸. A la déterritorialisation de l'ennemi, **l'ennemi quelconque**, la guerre, de basse ou de haute intensité, pourrait diffuser sur l'ensemble d'un monde désormais sans «rebord» et sans «dehors»¹⁹. Dans ces conditions, la guerre ne peut plus être comprise comme la condition négative de la paix. Elle ne précède plus la paix ou ne lui succède²⁰. En tant que puissance d'ordre, elle remplit, en un certain sens, l'idée régulatrice jadis dévolue à la paix. Moins qu'à une inversion des termes, nous assistons plutôt à leur hybridation : dans l'espace mondialisé, la paix ne se trouve que dans la guerre.

Cette position du problème nous conduit à être contre la guerre en préparation, plutôt que pour la paix. C'est d'emblée refuser les postures humanistes, moralistes ou pacifistes qui mécon-

naissent la nature radicalement nouvelle de la «guerre», se privant du coup des moyens de la combattre.

Etre contre la guerre, c'est prendre le parti lucide de se soustraire à l'ordre mondial, c'est un acte de désertion revendiquée²¹. Être contre la guerre, c'est en contester les justifications juridiques derrière lesquelles se nouent les linéaments des nouvelles formes de domination et d'aliénation planétaires.

Être contre la guerre, c'est d'abord se poser la question : qui décide de la définition de la justice et des principes éthiques ?

N'est-ce pas là, la seule attitude révolutionnaire possible ?

Fabrice Sacher

¹ «L'absence de preuves n'est pas la preuve de l'absence d'armes de destruction massive. Il y a des choses que nous savons que nous savons. Il y a des choses que nous savons que nous ne savons pas. Et enfin, il y a ce que nous ne savons pas que nous ne savons pas», Donald Rumsfeld, secrétaire américain à la défense, cité par Foreign Affairs, septembre-octobre 2002.

² Extrait de la rubrique de politique étrangère présentée le matin à 7h20 sur les ondes de France-Inter.

³ Certains plaident pour la thèse psychanalytique !! Bush junior, dans une espèce d'aboutissement œdipien, s'apprêterait à « finir le boulot » que son père avait commencé, légitimant ainsi sa fonction patriarcale au sommet de l'état ! En somme, une nouvelle version du roman familial freudien !

⁴ Entre 1997 et 1999, la consommation de pétrole a augmenté de 2,2% aux Etats-Unis, alors qu'elle baissait de 0,3% en Europe, sources : BP/AMOCO ; par ailleurs, « selon les estimations, la consommation de pétrole aux Etats-Unis va augmenter de 33% sur les vingt prochaines années » extrait du rapport présenté par G.W. Bush le 17 mai 2002 sur les cinq priorités de sa politique énergétique, Washington Post, édition du 18 mai 2002 ; enfin, la consommation totale d'énergie des Etats-Unis s'est élevée en 1999 à 97 quadrillions de Btu (10 à la puissance 15), soit 25 % de la consommation mondiale, alors que ce pays ne représente que 5 % de la population de la planète, source : Agence américaine de l'Energie.

⁵ La famille Bush a constitué l'essentiel de sa fortune dans le négoce des hydrocarbures, in «Le monde diplomatique», n°584, novembre 2002.

⁶ L'Irak dispose de la seconde réserve pétrolière du golfe persique, soit 112,5 milliards de barils, in « National Geographic, décembre 2002.

⁷ D'une certaine façon, on pourrait dire que cette seconde guerre du golfe, comme moyen de purger les anciennes

contradictions (sans préjuger des futures) et d'établir de nouvelles modalités de régulation du jeu mondial, ferme le cycle de transition ouvert par la première guerre du golfe à laquelle ont succédé les guerres de Bosnie, de Somalie et d'Afghanistan.

⁸ Karl von Clausewitz, «De la guerre», trad. de Vatry, ed. Calman-Lévy, Paris, 1989.

⁹ Karl von Clausewitz, op cité, p. 49.

¹⁰ Les usages de la nation, du pays, de la patrie, etc. sont innombrables dans les discours guerriers ; parmi ceux-ci, le plus significatif est sans doute, par le retournement qu'il opère, celui prononcé par J. Staline qui, quelques jours après l'agression nazie contre l'URSS, abandonne toute référence à la glose de « l'internationalisme prolétarien » pour revenir aux notions plus civilisées de « citoyens » et de « nation russe » !

¹¹ Rosa Luxemburg, « L'accumulation du capital », 2 tomes, ed. Maspéro, Paris, 1976.

¹² Sur un registre voisin, nous pouvons noter que toutes les guerres révolutionnaires de la seconde partie du 20ème siècle se sont assez rapidement transformées en « guerre de libération nationale », ainsi le mot d'ordre le plus fameux de la révolution cubaine fut : la patria o la muerte !

¹³ L'élaboration du droit d'ingérence illustre la nature de cette production normative supranationale et les conditions dans lesquelles elle pénètre la loi domestique ; par ailleurs, la transformation des modes d'intervention de l'ONU n'est pas anodine : les états souverains n'interviennent plus pour assurer ou imposer l'application d'accords internationaux volontairement conclus, désormais constitués en sujet supranational ils interviennent au nom de toutes sortes d'urgences et de principes éthiques supérieurs.

¹⁴ Sur le concept de guerre juste, voir : Norberto Bobbio, « Una guerra giusta ? Sul conflitto del Golfo », Venise, Marsilio, 1991 ; Michael Hardt et Antonio Negri, « Empire », Exils, Paris, 2002.

¹⁵ Michael Hardt et Antonio Negri, op cit

¹⁶ Michael Hardt et Antonio Negri, op cit

¹⁷ Gilles Deleuze et Félix Guattari, « Mille Plateaux », Editions de Minuit, Paris, 1980.

¹⁸ Pour en rester à la France, les tentatives de fusion des forces de police et gendarmerie, comme la multiplication par cinq, ces dix dernières années, des effectifs des forces spéciales qui échappent à peu près à tout contrôle sérieux et dont on sait l'efficacité sur tous les théâtres d'opération, vont incontestablement dans ce sens.

¹⁹ Il n'est pas indifférent de constater que lors des émeutes de Los Angeles, ce sont les forces armées qui sont intervenues pour rétablir l'ordre ; de la même façon, il n'est pas indifférent de remarquer que les banlieues des grandes villes sont souvent désignées comme des « zones de non droit », à un moment où les interventions militaires/policieres sont décidées et justifiées au nom du rétablissement du droit ; la férocité de la répression policière/militaire lors du sommet du G8 en juillet 2001 à Gênes en est un autre exemple.

²⁰ Antonio Negri, « Du retour, abécédaire biopolitique », ed Calmann-Lévy, Paris, 1992.

²¹ « Ces monuments aux déserteurs représenteront aussi ceux qui sont morts dans la guerre, parce que chacun d'eux est mort en maudissant la guerre et en enviant le bonheur du déserteur. **La résistance naît dans la désertion** » Partisan antifasciste, Venise, 1943.

Le texte qui suit nous a été adressé par un de nos plus anciens lecteurs, bien intégré dans les luttes syndicales et sociales de la région de Longwy. Il montre bien que dans la globalisation économique, les facteurs humains - les salariés des entreprises - ne constituent qu'une chair à produire que les patrons largement subventionnés n'hésitent pas à jeter quand bien même il n'y a nul problème de débouchés.

Mondialisation : un cas concret

Suite à la crise de la sidérurgie, des entreprises japonaises et coréennes se sont installées à Longwy grâce aux aides aux créations d'emplois versées par le pôle européen de développement⁽¹⁾. Quelques années plus tard, trois entreprises japonaises fermaient: l'une d'appareillage mécanique, une autre de magnétoscopes et une autre d'électronique. Elles ne s'étaient implantées en Europe que pour y écouler une production moins taxée.

Après la fermeture d'une première entreprise coréenne, c'est actuellement trois unités du groupe DAEWOO qui sont menacées :

- Sur la première, à Fameck, une action en justice a déclenché des contrôles de la gestion; les 170 salariés ont proposé d'organiser une vente directe de la production de télévisions que la maison-mère ne souhaite plus fabriquer sur ce site. (mais elle cherche néanmoins à sauvegarder la part de marché qu'elle a conquise sur le secteur.)

- Sur l'unité de Villers la Montagne, qui emploie 220 agents fabriquant des fours à micro-ondes, il y a eu occupation des locaux et retenue du directeur sur place. Les employés, en majorité des femmes, ont dressé un mur de l'emploi sur la place publique de Longwy avec des carcasses de micro-ondes empilées, chacune portant le nom d'un salarié menacé de chômage. Le comité de grève avait décidé de bloquer le stock de micro-ondes pour obliger à négocier sérieusement, ce qui a débouché sur un plan social plus correct avec versements d'indemnités correspondant à l'ancienneté. Mais, gonflé au fil des ans par le chantage permanent à la suppression d'emplois, le montant des cotisations sociales impayées par le groupe industriel est très important⁽¹⁾.

- La troisième unité DAEWOO (550 personnes), qui fabrique aussi des télévisions, est menacée à son tour de fermeture, avant même que soit vérifiés tous les éléments de viabilité de l'entreprise. La CGT a brandi la menace de déverser des produits toxiques dans la rivière qui passe à proximité de l'usine si l'avenir des salariés n'était pas pris en compte par les décideurs financiers. La CFDT, par une campagne de pétitions et par des délégations appuyées d'experts, a cherché à mouiller les élus locaux responsables du versement et du suivi des fonds publics d'aide aux entreprises et a cherché à contraindre les dirigeants coréens encore sur place à respecter leurs engagements sous forme de mesures pour sauver les emplois. La route d'accès à l'usine a été bloquée.

De l'autre côté de la frontière, au Luxembourg, une entreprise japonaise fabriquant des cassettes et des accessoires électroniques commence à déclarer des pertes et à réévaluer son activité...

Les petites unités lointaines n'ont que peu d'importance pour les capitalistes asiatiques. Pour eux, qui reconnaissent avoir été bien acceptés en Europe, l'emploi n'est qu'un prétexte pour obtenir des facilités d'implantation dans une stratégie qui ne valorise pas le développement local. Ces unités étaient toutes récentes et performantes et la productivité était bonne. Cela s'est joué sur les parts de marché entre géants de la finance.

Les travailleurs qui sont expérimentés et qualifiés dans ces entreprises n'entendent pas être dépossédés de l'information et des recours pour sauver l'emploi. On a affaire à une mobilisation longue qui a besoin d'un soutien.

J.M. MINY (Longwy), début janvier 2003

(1) Même la "grande presse" en a parlé en citant le montant : 181 millions d'euros. En pure perte... Enfin... pas pour le Capital qui réussit, par le biais des aides publiques toujours généreusement distribuées, à détourner à son profit une part conséquente des richesses produites. Autre technique de vol de plus-values dont usent couramment les patrons : le refus de versement des cotisations sociales. [NDLR d'ACC]

Mondialisation, Europe et Précarité

C'est dans le contexte de la mondialisation marchande que se construit l'Europe, moins par l'intégration de dix nouveaux Etats majoritairement situés à l'Est que par la quasi-indifférence dont elle fait preuve aujourd'hui à l'égard de tout ce qui touche au social, donc à l'individu contraint de vendre sa force de travail ou de survivre, quand il est exclus du boulot, grâce aux maigres expédients qui lui sont de plus en plus chichement comptés. Le problème c'est que le travail ne présente plus guère une sécurité pour le salarié. Les coupes sombres dans les entreprises se multiplient au rythme des "plans sociaux" successifs, effet à la fois de l'ultra-libéralisme et de la spéculation financière qui poussent les grandes multinationales à précipiter des centaines de milliers de personnes, voire des populations entières dans des situations catastrophiques comme on a pu le voir dans nombre de pays du Sud et de l'Est: Mexique (1995), Asie du Sud-Est (1997-1999), Russie (1998-1999), Brésil (1998), Argentine (2000)... sans parler de la situation désastreuse qui affecte l'Afrique sub-saharienne.

Telle est la loi du capitalisme sans frontière dont le libéralisme constitue aujourd'hui l'outil -comme le fut en son temps le fordisme- devant permettre d'assurer les conditions de sa reproduction, compte-tenu de la tendance générale à la baisse du taux de profit, et donc de sa perpétuation. Mais l'environnement étant instable du fait de l'exacerbation de la concurrence, les transnationales s'en trouvent fragilisées. Celles-ci ont alors recours à tous les moyens possibles : dégraissage, délocalisation, con-



centration, fusion... pour atteindre leur objectif premier : la réduction maximale des coûts de production. D'où la stagnation, voire la réduction des salaires dans l'entreprise et ce qui se trame actuellement, avec le total accord des pouvoirs publics qui en deviennent même l'initiateur, les attaques contre le système des retraites: haro sur la répartition, vieux

principe de la solidarité intergénérationnelle -on verra plus loin qu'il faut casser cet esprit archaïque qu'est la solidarité- et prime à la capitalisation dont on tait évidemment les risques encourus au jeu de Bourse !

Sa globalisation libérale c'est aussi l'invasion de toutes les sphères de la vie sociale, culturelle... où tout doit être marchandisé. Il s'ensuit que tous les secteurs qui ne le sont pas encore doivent être privatisés et livrés à la libre concurrence, aucun d'entre eux ne devant plus être protégé. En découle dès lors les pressions exercées par les institutions internationales : FMI, Banque Mondiale, Club de Paris, OMC et autres G 7, 8, 10... sur les états tant du Nord que du Sud -avec cette particularité que ces pressions sont bien douloureuses pour les populations du Sud⁽¹⁾- pour les amener à réduire le déficit de leurs budgets au moyen de coupes sombres dans ce qui n'est pas considéré comme rentable. Et bien entendu, c'est le secteur public qui est visé: privatisations rampantes, diminution des services, réduction du nombre de fonctionnaires, dérèglements et réformes tous azimuts: retraites (introduction de l'épargne salariale, des fonds de pension), emplois (précarisation accrue et salaires en baisse), minima sociaux (le MEDEF ne réclame-t-il pas la suppression du SMIC ?), santé...

Bref, que les gouvernements consacrent la plus grande part de leur budget à la Défense, à la Police, à la Justice pour mieux coserter les couches réputées dangereuses : pauvres et contestataires, et la congrue à ce qui contribue à une vie décente de leurs ressortissants, et qu'on laisse au secteur privé le soin de prendre la relève du public pour des services qui seront considérés comme objet de consommation au même titre que les primaires ou les vêtements⁽²⁾.

Réactions et luttes

Cependant dans les pays avancés les choses ne se passent pas aussi aisément que le souhaiteraient les ultras du libéralisme. Le prolétariat défend encore ses droits, ses acquis bien que progressivement grignotés. Le patronat dans son ensemble, les gouvernements tous adeptes des soi-disant vertus du libéralisme et de la mondialisation et de leur application dans tous les domaines de la vie, les institutions technocratiques européennes, internationales sont tenus de prendre en compte ces résistances, d'où la nécessité, même amère, de "donner du temps au temps". C'est donc par touches successives que ces gens-là procèdent. Mais quand vraiment la coupe déborde, alors travailleurs et ci-

toyens se rebiffent contre les uns et les autres : manifis anti-mondialisation, contre-sommets, forums alter européens, mondiaux... Et lorsque le beefsteak est directement visé : perte des emplois, atteintes au droit du travail, à la protection sociale... alors c'est la grève, parfois massive ou générale ou à reconduction, parfois avec occupation. Ce fut notamment le cas au printemps 2002 en Espagne contre les nouvelles dispositions prises par le gouvernement d'Aznar, ce fidèle de Bush à l'instar de Blair, en faveur de plus grandes facilités de licenciement et de précariser le travail, ou en Italie contre les nouvelles règles édictées par le pouvoir berlusconien allant dans le même sens (cf. les luttes autour de l'article 18).

Ses libéraux, néo ou ultras, savent qu'il en sera encore ainsi, mais ils savent aussi que le temps travaille malgré tout en leur faveur : ils estiment que le prolétariat se lassera. Alors parallèlement au grignotage, à la moindre occasion ils enfonceront un nouveau dard. Du moins estiment-ils que les choses se passeront de cette manière.

Les faces cachées des mesures libérales

Bureaucrates et technocrates européens ont donc la charge de faire passer par le biais des gouvernements ou parlement nationaux des directives, prises quasiment dans le secret de leurs alcôves, dont le contenu constitue pour les masses salariées de véritables régressions sociales. Le sens de ces directives ne s'arrête pas au court terme, il affecte en réalité l'avenir des générations qui se présenteront sur le marché du travail.

Reprenons. La grève générale qui a déferlé sur l'Espagne au printemps 02 a été la réponse -ponctuelle hélas !- à diverses agressions :

- 1) la réforme aznarienne de l'attribution des indemnités de chômage, réforme dont l'objectif était d'abaisser le montant des allocations et de réduire le nombre des bénéficiaires,
- 2) l'accroissement de la mobilité géographique,
- 3) la facilitation renforcée des licenciements même abusifs,
- 4) les contraintes à peine masquées: menace de perte des indemnités de chômage, pour forcer le demandeur à accepter n'importe quel emploi et développer par là-même la précarité du travail,
- 5) la restriction des conditions d'obtention de ces mêmes indemnités.

Même si on ne peut parler d'uniformisation européenne des dispositifs restrictifs, chaque état restant maître de créer sa propre sauce, l'esprit qui les habite est bien commun, ces dispositifs découlant des critères de convergences des économies d'Europe. Ainsi, l'espagnol se rapproche du français autour du PARE et de l'italien avec la mouture berlusconienne. Néanmoins, et c'est patent pour les systèmes d'indemnisation, on peut observer des disparités énormes entre celui pratiqué en Grande-Bretagne par exemple où le niveau d'indemnisation est très bas et les contraintes à l'acceptation de n'importe quel emploi très fortes (Aznar a dû s'en inspirer !) et celui du Danemark qui propose une indemnisation plutôt élevée et de longue durée. Mais entre ces deux extrêmes, la tendance est à l'homogénéisation.

Dans sa course effrénée à la liberté totale des échanges et au profit immédiat, le capitalisme ne considère les "ressources humaines" que comme masses de manoeuvre manipulables au gré des aléas de l'économie. Son idéologie, c'est la culture d'entreprise comprise comme partenariat patrons-salariés pour le bien de tous- et surtout des premiers bien sûr (on retrouve ici la patte du MEDEF et de sa "Refondation Sociale"). C'est là une bonne manière de faire comprendre aux travailleurs qu'ils doivent "jouer le jeu", et les patrons, comme les pouvoirs publics, ne s'embarrassent pas de fioritures pour imposer, parfois d'ailleurs avec l'aval de certaines confédérations syndicales telle la CFDT, tout un arsenal contraignant qui, en deux coups de cuiller à pot, efface des décennies d'acquis obtenus péniblement par les luttes et même par le sang versé. Relevons quelques-uns des principaux traits masqués sous-jacents à cet arsenal :

- Les allocations et indemnités de chômage constituent un frein à la recherche d'emploi. Les chômeurs, protégés, ne sont pas incités à cette recherche. Il faut donc les contraindre à accepter n'importe quel emploi précaire sous peine de perdre ces "avantages" (cf. le PARE en France ou le système anglais). Et comme ces emplois précaires, souvent des contrats très courts qui sont parfois abusivement renouvelés, sont sous-payés, c'est tout bon pour les entreprises et la création d'emplois si l'on suit bien les discours !

- Plus insidieusement, et hors "dialogue social" évidemment, il faut s'attaquer à l'esprit de solidarité en encourageant une mentalité individualiste : le chômeur doit

assumer seul la responsabilité de son état de chômeur. Car il s'agit bien de cela: le travailleur qui a perdu son emploi et qui est en recherche doit se persuader qu'il est responsable de sa situation; ce sentiment de culpabilisation commence effectivement à se développer. Comment, face à de tels états d'âme, refuser une offre aussi éloignée de celle que l'on souhaite en fonction de son passé de travailleur : formation, qualification...

- Argumentation plus classique : le développement des politiques néolibérales est justifié par le discours du plein emploi. Pour parvenir à ce dernier, il faut accentuer la croissance économique, dogme incontournable. Et pour cela, il n'y a pas trente six solutions : il faut baisser le coût du travail, réduire les dépenses sociales, augmenter les profits patronaux prétendument destinés à l'investissement principal pourvoyeur d'emploi. Mais comme ces politiques sont tributaires du contexte international de la période, laquelle aujourd'hui est plutôt morose, il y a peu de chance de voir d'importantes créations. Il reste donc à gérer la situation au moyen de la restructuration et de la précarisation.

- Il faut aussi penser à demain et aux jours à venir pour que l'entreprise n'ait plus à être confrontée à la notion, obsolète à ses yeux, de solidarité. La grève, déjà réputée "ringarde" en France, est une gangrène pour le patronat. Il faut donc la restreindre au maximum. Un moyen : que les jeunes s'adaptent à la précarité de l'emploi, qu'ils la considèrent comme un passage obligé dans leur vie de salarié; qu'ils s'adaptent aussi à l'absence de droits, ils seront ainsi moins revendicatifs. De fait les atteintes à la protection des chômeurs ont pour but principal la consolidation d'un marché du travail segmenté, caractérisé

par la mobilité, la flexibilité, les bas salaires, des conditions dégradées, mais aussi, en appui de cette consolidation, le développement de sentiments d'inquiétude, d'angoisse chez les jeunes amenés ainsi à la passivité, à une plus grande docilité, donc à moins d'exigence. Dès lors les droits collectifs perdent leur légitimité, et d'abord le premier d'entre eux: le droit à un emploi digne et suffisamment rémunéré pour garantir une pleine autonomie.

L'exigence d'une totale disponibilité aboutit à la réduction des droits des jeunes, voire à leur disparition. On veut inculquer à une génération une "culture du travail" plus forte, une soumission plus grande pour ensuite pouvoir les étendre aux autres à venir. Bref il s'agit d'éclater, d'atomiser le corps salarial pour faire des travailleurs isolés des éléments malléables et corvéables à merci.

Si l'on voulait résumer en deux lignes l'esprit des dispositions néolibérales concernant le travail, on pourrait dire qu'il est question :

1) non seulement de tailler à la hache dans les allocations de chômage,

2) mais surtout, et plus en profondeur, de renforcer la subordination de ceux qui arrivent sur le marché du travail et de ceux qui tentent d'y rester, en faisant disparaître la notion de classe. Le capital aura ainsi les mains totalement libres pour une exploitation humaine accrue et sans anicroches.

J.F.

Sources : - No Pasaran, n° 14 (Nov. 2002) ; "Le PARE, un an après, éléments pour un 1er bilan".

- Les Temps Maudits, n° 14 (Oct.-Déc. 02) ; Antonio Anton : "Espagne : les raisons d'une grève".

DIRE LA VÉRITÉ AU MALADE.



(1) Lire à ce sujet l'ouvrage d'Eric Toussaint et Arnaud Zaccharie : "Sortir de l'impasse - Dette et Ajustement" - CADTM 29 rue Plantin, 1070 Bruxelles et Ed. Syllepse, 69 rue des Rigoles, 75020 PARIS.

(2) Budget 2003. Défense : + 6,4 %, Justice : + 7,4 %, Police : + 2,2 % bien que la croissance ralentisse. Du coup l'Education nationale, la Culture, la Santé, l'Environnement, le Travail, la Recherche voient leurs dotations en pâtissent.

La classe laborieuse sous la gauche plurielle

L'évolution de la situation de la classe laborieuse en France au cours des cinq années plurielles du gouvernement Jospin peut se résumer d'un seul mot : dégradation. D'un seul mot mais de trois adjectifs : brutale, générale et continue. Le temps n'était plus en effet aux conquêtes sociales post-électorales qu'il fallait graver dans le marbre de l'histoire du socialisme, ces concessions équivoques auxquelles les représentants politiques de la gauche se voyaient contraints de procéder en accédant au pouvoir de gouvernement pour, au moins symboliquement, satisfaire leur base électorale (Jospin en 97 n'était même pas, car il ne pouvait pas l'être, un Lula hexagonal; il n'avait d'ailleurs aucun famine à combattre, aucune terre en déshérence à distribuer aux paysans sans-terre, aucune commande militaire à annuler). Le temps n'était plus à l'amélioration de la condition salariale par aux mesures emblématiques de lendemain de victoire et d'état de grâce; le temps n'était plus à la 3ème, 4ème ou 5ème semaine de congés payés, au droit à la retraite à 60 ans, aux 39 heures hebdomadaires ou au vote des lois Auroux (dont Alain Bihl avait fort bien montré dans la Farce Tranquille que cette modernisation des rapports sociaux était *alors* la condition indispensable à la réussite de la modernisation de l'appareil productif).

La liquidation des dernières buttes témoins d'une production industrielle hexagonale

La grande et première mesure de Lionel Jospin premier ministre fut de confirmer la fermeture de l'usine Renault de Vilvoorde - alors que l'ensemble des forces politiques de gauche présentes dans son gouvernement, et lui même en personne, avaient à peine 3 mois auparavant unanimement manifesté contre. La grande et dernière promesse de Lionel Jospin candidat à la présidence de la République, promesse relayée tant par son ministre de la Fonction Publique Michel Sapin que par celui de l'économie et des finances Laurent Fabius, fut d'annoncer l'urgence impérieuse d'augmenter le nombre d'années de cotisation à la retraite. Quarante ans de cotisations pour tous... A Matignon ou à l'Elysée, avec Jospin, en arrière toute, le progrès social ! Ce ne fut que cela le jospinisme gouvernemental en actes, ce n'aurait été que cela le jospinisme présidentiel en actes.

Maintenant que la gauche de gouvernement a perdu ce qui est pour elle

l'essentiel, le pouvoir de gouvernement, ses hiérarques, apparatchiks, courtisans et courtisanes, ses Marie-Noëlle Lienmann, ses Madame Dominique Strauss-Kahn et Madame Lionel Jospin, ses ex-trotskyistes parlementarisés, ses Henri Weber sénateurisés, ses Jean-Christophe Cambadélis strauss-kahnisés et autres "théoriciens des salons de la rue de Solferino" répandent dans les médias leurs états d'âme douloureux, reviennent en se lamentant sur l'histoire échue et s'essayent pitoyablement à la refaire. Quelques uns veulent ainsi voir dans Vilvoorde l'un des symboles capables d'expliquer leur déculotée électorale; il s'en est même trouvé certains pour élever au rang de "péché originel" de la gauche plurielle la fermeture de cette usine de production automobile. Il est un peu tard, bien sûr, pour pleurer; d'autant que si les uns et les autres avaient conservé leur résidence ministérielle, personne ne se soucierait plus du sort des métallos belges et tous, autant qu'ils sont, se contre fouteraient de leur détresse et misère présentes. Il est en outre manifeste qu'en la matière, l'analyse se joue exclusivement sur le terrain des *images*. La "non-fermeture" de Vilvoorde n'aurait dû être, aux yeux des stratèges de la communication politique, qu'une opération de marketing électoral, l'arbre du plan social abandonné par volontarisme politique cachant la forêt des autres liquidations. Mais ce symbole médiatique raté, cet "acte *marketing* manqué" s'est révélé en contre champ un puissant symbole politique : celui du caractère fondamentalement anti social de l'action gouvernementale de la gauche plurielle.

Ce quinquennat aura été, au fil des ses cinq années, marquées par des vagues de licenciements, liquidations industrielles et plans sociaux que le gouvernement n'aura jamais que déploré; auxquels il aura, le plus souvent passivement, quelque fois activement, acquiescé. Car, dès que revenait dans le débat la simple éventualité de redonner un quelconque caractère contraignant aux prérogatives de l'administration d'Etat en matière économique, en remettant par exemple en vigueur l'autorisation administrative de licenciement, le gouvernement *de gauche* et sa majorité parlementaire *de gauche* montaient aussitôt au créneau pour en condamner pêle-mêle l'inefficacité, les effets pervers, le dérèglement du bon fonctionnement du marché voire l'atteinte à la liberté d'entreprendre. Lu, Moulinex,

Cellatex, Danone, Michelin, ce fut pour parler comme Séguéla d'abord cela *nos* années Jospin.

Ces fermetures usines n'eurent pas l'ampleur de celles de l'ère Mitterrand lorsque, poursuivant la rigueur économique de Barre et renouant avec les pratiques anti-ouvrières de Guy Mollet, Mauroy, Fabius et Cie déguisèrent sous le terme de "restructuration" l'organisation de la liquidation massive des principaux bastions industriels de l'Hexagone : sidérurgie lorraine, charbonnages du Nord, textile des vallées vosgiennes et des Monts du Forez, construction navale varoise et normande, construction automobile, construction mécanique, construction et déconstruction militaire ("faire et défaire, c'est toujours faire" comme on disait dans les ateliers des arsenaux), et tant d'autre secteurs "sinistrés par la crise". C'étaient alors en milliers que se calculaient les fermetures de site, en dizaine de milliers les suppressions d'emploi et en centaines de milliers les grévistes et manifestants qui luttèrent contre cette politique anti-sociale d'un gouvernement dit socialiste. Deux septennats Mitterrand et trois millions de chômeurs plus tard, Jospin

n'avait plus guère qu'à achever la besogne, arasant les quelques dernières buttes témoins d'une production industrielle sur le territoire national français.

La politique économique et sociale de la gauche plurielle restera finalement résumée par

cette formule de Jospin au lendemain des licenciements d'une entreprise Michelin pourtant bénéficiaire : "Il ne faut pas tout attendre de l'Etat". ACC avait bien montré alors qu'elle n'était qu'un euphémisme signifiant en fait " Il ne faut rien attendre de la gauche de gouvernement". D'où la cinglante sanction électorale de ce gouvernement qui disait de lui-même à ses électeurs qu'ils n'avaient rien à en attendre!

La guerre aux chômeurs

Indifférente, méprisante et brutale à l'égard des travailleurs menacés de perdre leur emploi, cette gauche n'aura pas été plus bienveillante envers ceux qui l'avaient déjà perdu : les chômeurs. La guerre au chômage ne fut en fait qu'une violente et incessante guerre aux chômeurs. Personne, dans le monde social, n'a oublié le mouvement des



Dessin : Gozzo

chômeurs de l'hiver 98; personne, dans le monde social, n'a surtout oublié la réponse qui lui fut apportée. A ceux qui occupaient les ASSEDIC, ANPE et autres permanences du PS, Martine Aubry envoya ses CRS pour les en déloger à coups de matraque et gaz lacrymogène! A ceux qui réclamaient une prime de Noël et l'augmentation des minima sociaux, la Mère Supérieure des Affaires Sociales objecta le Grand catéchisme de l'orthodoxie budgétaire européenne - hérétique au regard des dogmes de Maastricht et de l'infaillibilité communautaire de la Banque Centrale Européenne. Les misérables devaient continuer à vire dans la misère, cela n'empêcherait ni Lionel, ni Sylviane, ni Martine ou Dominique de réveiller joyeusement.

Mais la gauche plurielle n'allait pas s'arrêter en si bon chemin. La rébellion des chômeurs réprimée, elle allait renforcer les moyens de contrôle individuel et de coercition collective des demandeurs d'emploi. Ce fut le grotesque mélodrame du PARE qui devait finir ainsi qu'il a fini : par le paraphe ministériel de ce diktat patronal. Au passage, l'histoire syndicale se souviendra de cette capitulation comme de l'une de ses dates majeures puisque pour la première fois une organisation de travailleurs signait avec le cartel patronal une déclaration commune contre le gouvernement et les autres syndicats. Le gouvernement Jospin aura au moins permis ceci, qu'au programme commun de l'Union de la Gauche des années 70 succède le programme commun Medef-CFDT des années 2000 et au couple Marchais-Mitterrand le couple Seillères-Notat (cf. ACC n° 116 *Collaboration de classe*)



Intérimaires, parcellaires, précaires

Reste la troisième catégorie de travailleurs - la plus nombreuse et celle promise à le devenir plus encore car elle est l'échantillon sur lequel le Capital expérimente les nouvelles formes d'exploitation qui seront demain la norme générale du travail -, ceux dont les conditions professionnelles sont, de multiples manières, marquées par l'indigence et l'instabilité. Intérimaires, stagiaires, précaires, travailleurs à temps partiel, travailleurs à durée déterminée, tra-

vailleurs à la tâche et saisonniers en tous genres, CES, CEC et autres salariés consolidés. Permanents des agences d'intérim et intermittents de la production et consommation à flux tendu; manutentionnaires, caristes, chauffagistes, tuyautistes, coffreurs, carreleurs, conducteur PL, conducteur de ligne, chef de ligne, ouvrier de ligne, préparateur de commande ou non numérique, assistante dentaire accessoirement monolingue ou assistante de direction nécessairement trilingue, téléacheteur et télévendeuse, O.S., O.P., auxiliaires pour mission ou non longue durée. Bref, toute la nomenclature des "métiers", "compétences", "qualifications" et "qualificatifs" qu'affichent en permanence les vitrines des Vedioibis, Adecco ou Manpower. Tous ceux là donc, n'auront perçu de l'action gouvernementale du "socialiste" Jospin, du « communiste » Gayssot et de « l'écologiste » Voynet que cette triple détérioration de leur condition salariale: intensification de la productivité, accroissement de la désorganisation du travail, baisse du pouvoir d'achat.

Il n'est pas besoin de revenir une nouvelle fois sur les deux réformes phares de Aubry -emploi jeunes et 35 heures- qui, comme cela a été montré précédemment (cf. le 13 mai de Jacques Chirac, Chapitre 1, ACC n° 134) n'auront qu'organisé législativement la désorganisation du travail - ou, pour le dire en d'autres termes et d'un autre point de vue, rationalisé la soumission du travail et des travailleurs aux intérêts du Capital et aux exigences exclusives de la production. Ou pour le dire en d'autres termes encore, contribuer à la dégradation du rapport salarial en renforçant l'accapement de la valeur ajoutée par le profit au détriment des salaires. On peut néanmoins ajouter ici ceci. D'abord que

la création par la gauche plurielle d'un salaire minimum lui-même pluriel (les uns toujours plus minimums que les autres) aura définitivement confirmé la fin des années de "vaches grasses" de la négociation salariale. Il n'y avait, dans les greniers de la rue de Grenelle, décidément plus rien à offrir pour une quelconque politique du grain à moudre. Il est vrai qu'on ne peut à la fois contenter l'immense masse des travailleurs en augmentant la part des salaires dans la valeur ajoutée et la poignée des grandes fortunes hexagonales à qui furent offerts sur ses plus-values et ses revenus non salariaux une imposition *light* et une myriade de placements défiscalisés. Il fallait choisir. Jospin a choisi : profit et profiteurs.

Et hooooop, plus haut que Carrero !

Des lecteurs ont pu être intrigués par cette formule glissée dans l'édition du dernier numéro d'ACC. Une petite explication s'impose donc : Luis Carrero Blanco, était amiral de son état et dauphin de Franco quand, en décembre 1973, sortant d'une église, il fut la cible d'un attentat à la bombe qui l'a projeté, lui et son véhicule, à une altitude qui l'a sensiblement rapproché du paradis (où le Caudillo devait le rejoindre deux ans après.) Inutile de dire, qu'au-delà du caractère contestable du procédé, la communauté internationale progressiste n'en fut pas vraiment attristée. Au point que la mémoire de l'amiral bénéficie encore aujourd'hui de célébrations bondissantes dans certaines manifs. Ainsi, le 1^{er} mai dernier, a-t-on entendu par-ci, par-là : "*Et hooooop, Le Pen, plus haut que Carrero !*" Si phonétiquement c'est pas fameux, politiquement ça colle bien.

C'était un peu le contraire quand, après 1979, des "moutons noirs" de la CFDT, dont certains membres de la future équipe d'ACC..., scandaient dans certaines manifs (en se faisant gronder par les apparatchiks et autres adhérents syndicalement corrects): "*Et hooooop, Moreau, plus haut que Carrero !*" C'est qu'à la demande d'E. Maire, alors secrétaire général en difficulté, un certain Moreau venait de rédiger un rapport qui imposera définitivement la dérive droitière de la CFDT.

Nos lecteurs comprendront donc sans peine que face à l'évolution d'une partie de l'appareil de la CGT - désormais complice de la régression programmée du système de retraites - la tentation du "*Et hooooop, Thibault plus haut que Carrero !*", ait pu saisir ceux qui ont été rebelles à la ligne Moreau-Maire-Kaspar-Notat. Pour eux, le symbole est fort, phonétiquement et syndicalement !

Si le nombre de signes impartis à l'édition n'était pas aussi limité, ils auraient rappelé une autre image forte, d'origine plus récente: celle de Bruno Trentin, alors secrétaire général de la CGIL (la CGT italienne) protégé par les boucliers plexiglas des forces de l'ordre durant les manifs de la "révolte des boulons" en octobre 1992 où des salariés s'en prenaient vigoureusement aux organisations syndicales qui avaient signé durant l'été un accord sur la réduction du coût du travail en Italie... Camarades de la CGT, n'oubliez pas qu'on nous mijote, en France, un coup (coût) du même genre ... avant l'été !

L'avenir des retraites : un choix de société

Qu'est ce qui menace les retraites ?

Ce n'est pas le vieillissement de la population. L'augmentation du nombre de retraités n'est pas un handicap dans une société où la productivité des actifs augmente constamment : chacun produit davantage et peut subvenir aux besoins d'un nombre croissant d'inactifs.

Ce n'est pas la retraite à 60 ans. Quels sont les effets d'un allongement de la durée de cotisation, dans une société où un actif sur 10 est au chômage, où les deux tiers des salariés qui arrivent à l'âge de la retraite n'ont déjà plus d'emploi (pré-retraite, invalidité, chômage...) ? Des retraités plus pauvres, d'abord... Un peu moins de retraités, ensuite, mais autant de chômeurs en plus, et pas un cotisant de plus. Car ce ne sont pas les actifs qui manquent, ce sont les emplois.

Ce qui menace les retraites c'est...

- **La persistance d'un taux de chômage élevé.** Près de trois millions de chômeurs ne produisent pas, ne cotisent pas et sont à la charge des actifs.
- **La baisse relative de la masse salariale.** Au cours des vingt dernières années, la part de la masse salariale dans le revenu national est passée de 70% à 60%. C'est autant de perdu pour financer les retraites des salariés.
- **La baisse organisée du niveau des retraites,** notamment par la « réforme » Balladur de 1993 pour le secteur privé: indexation sur les prix et non plus sur les salaires, calcul des pensions sur les 25 meilleures années (au lieu de 10), allongement de la durée de cotisation de 37,5 à 40 ans. L'ensemble de ces mesures devrait entraîner une dévalorisation d'environ 20% en 15 ans du niveau relatif des retraites du secteur privé, le taux de remplacement moyen (rapport entre la retraite et le salaire de fin d'activité) passant de 75% en 1993 à 60% en 2008.
- **La volonté d'imposer une retraite par capitalisation,** sous forme de fonds de pension ou autre, se substituant même partiellement- aux retraites par répartition. A la recherche de nouveaux profits, le patronat, et notamment le représentants de la finance, voudraient mettre la main sur les sommes colossales qui transitent par la protection sociale sans rien leur rapporter. Ils ont relayés dans cette offensive par de nombreux « experts », responsables politiques et organes d'information.

La retraite par capitalisation, c'est...

Le triomphe du chacun pour soi: Le salarié prélève une partie de son salaire pour acheter des actifs financiers en vue de se constituer un capital pour assurer ses vieux jours.

Une retraite à 2 vitesses : Une retraite de base pour tous, d'un niveau faible, gérée en répartition, complétée par une épargne individuelle réservée à ceux qui en auront les moyens

Une retraite-casino : C'est quitte ou double ! Si les cours de la Bourse chutent, l'épargnant perdra sa « mise » (cf. Enron, France telecom, Vivendi). Si les cours sont élevés ils auront une bonne retraite...sur le dos des salariés actifs: quand les profits augmentent, les salaires diminuent.

De nouvelles tensions sociales : Devenus « rentiers », les retraités auraient intérêt à la hausse des rendements financiers, donc à l'exploitation des salariés, à la compression des salaires et des effectifs. Et que dire du salarié-actionnaire, lui-même tiraillé entre ses intérêts antagoniques ?

L'aggravation de la crise économique : L'épargne salariale viendrait gonfler une épargne déjà excédentaire, alimentant la spéculation financière, la récession et le chômage.

La dictature des marchés : La répartition des richesses entre actifs et retraités serait « gérée » par les mécanismes aveugles des marchés financiers, avec leurs conséquences parfois brutales: ruine des épargnants ou licenciements boursiers.

Et en plus...un leurre : L'épargne d'aujourd'hui ne créera pas de richesses supplémentaires demain. L'augmentation du nombre des retraités par rapport aux actifs se traduira nécessairement, soit par un appauvrissement des salariés, soit par un prélèvement supplémentaire sur les actifs. Si ce prélèvement comme on voudrait nous le faire croire- devenait un jour « insupportable » pour les actifs sous la forme de cotisations sociales, il le serait tout autant sous la forme de revenus financiers (dividendes ou plus-values boursières)

Outre le danger quelle représenterait pour les retraites et pour l'économie en général, outre le modèle de société quelle induirait, la retraite par capitalisation n'apporterait donc aucune solution à un éventuel problème démographique.

La retraite par répartition, c'est...

Le principe de solidarité : Le salarié verse une partie de son salaire dans un « pot commun » qui alimente les pensions des retraités. Sa retraite sera payée de la même façon par les actifs de demain.

Un système généralisé en référence au salaire : Des cotisations payées par tous les salariés, ouvrant à tous des droits à la retraite (même s'ils reproduisent les inégalités de salaire).

Une retraite assise sur la production des générations futures : Par ses cotisations, le salarié acquiert le droit à une part des richesses qui seront produites par la génération suivante, sous la forme d'une part de la masse salariale future. Cette part dépendra du niveau des salaires et des taux de cotisation qui seront alors définis par la collectivité.

La cohésion du salariat : Par le biais des cotisations assises sur les salaires, toute augmentation de ceux-ci accroît les sommes affectées aux retraites. Cela maintient une convergence d'intérêt entre salariés actifs et salariés retraités.

Une relance de la croissance et de l'emploi : Les cotisations sont immédiatement reversées aux retraités sous forme de pensions, constituant un pouvoir d'achat qui alimente la croissance et l'emploi.

La primauté du politique : La part des richesses affectées aux retraites résulte d'une décision « politique » -que celle celle-ci relève des pouvoirs publics ou des partenaires sociaux- dans le cadre d'un débat public transparent, vote, négociation salariale, ou conflit social.

Et en plus...un système qui a fait ses preuves : L'existence, depuis plus d'un demi-siècle, d'un système de retraites par répartition, obligatoire et généralisé, a conduit à une amélioration sensible de la situation des retraités. La vieillesse, autrefois synonyme de pauvreté, ne l'est plus aujourd'hui en règle générale.

Au cours des 40 dernières années, la part des retraites dans le produit national est passée de 5% à 12,5%. Par quel moyen ? Par une augmentation du taux des cotisations, qui a doublé en 30 ans. Sans engendrer de catastrophe! Pourquoi en serait-il autrement dans les années qui viennent alors que, même avec une croissance plus faible, la productivité continue à augmenter plus vite que le nombre relatif des retraités ?

Le système de retraite par répartition permet une adaptation progressive aux évolutions démographiques et économiques, par un ajustement, année après année, des taux de cotisations, afin d'assurer une répartition maîtrisée des gains de productivité entre salariés actifs et retraités.

Conforter les retraites par répartition

L'amélioration du niveau de vie des retraités est une conquête récente, dont la remise en cause est une régression indigne d'un pays moderne. Il faut donc abroger le «réforme Balladur» de 1993 plutôt que s'attaquer aux retraites des fonctionnaires.

Abroger la réforme Balladur de 1993

- Ramener la période de référence pour le calcul des pensions aux 10 meilleures années (au lieu de 25), pour ne pas pénaliser notamment les salariés de plus en plus nombreux aujourd'hui, qui ont eu des carrières courtes, chaotiques ou «en pointillé».
- Ramener à 37,5 années la durée de cotisations pour bénéficier d'une retraite à taux plein, en rétablissant ainsi par le haut l'égalité entre les salariés du public et du privé.
- Rétablir l'indexation des pensions sur les salaires (et non plus sur les prix), afin que les retraités touchent aussi leur part des progrès de la productivité.

Tout cela est réaliste: l'augmentation constante de la productivité permet d'assurer à la fois un niveau élevé des retraites et la progression du revenu des actifs. Ainsi, dans l'hypothèse d'une abrogation des mesures Balladur, et d'un taux de chômage réduit à 4,5% - ce qui est encore trop !-, la part des retraites dans le produit national passerait de 12,6% en 2000 à 18,5% en 2040. Qu'y-a-t-il d'insupportable à cela, en sachant que cette hausse s'étalera sur 40 ans, quelle sera beaucoup plus faible que celle des 40 années précédentes, et qu'en fin de période le produit national devrait avoir doublé ?

Encore faut-il que les gains de productivité ne soit pas accaparés par les détenteurs du capital, comme c'est le cas depuis deux décennies, mais qu'elle profite aussi aux salariés, actifs et retraités. Cela pose la question de la répartition des richesses produites.

Assurer une plus juste répartition des richesses

Le financement des retraites ne peut en effet être assuré que si l'on inverse le mouvement de baisse relative de la masse salariale, par prélèvement sur la masse des profits.

- **Mener une politique de plein emploi** qui ne passe pas nécessairement par une croissance de la production de biens matériels, mais aussi par le développement de services, notamment publics. Les gains de productivité peuvent aussi être affectés sous forme de temps libre, par une réduction du temps de travail (congés, retraite, formation, etc) sans perte de salaire ni aggravation des conditions de travail.
- **Augmenter les salaires**, fortement comprimés ces dernières années sous l'effet du chômage et du recul des acquis sociaux, notamment en matière de droit du travail.
- **Augmenter le taux des cotisations patronales**. La création d'emplois et la hausse ses salaires induiront une augmentation automatique des cotisations de retraite. Mais cela ne suffira pas: une augmentation progressive du taux sera nécessaire. Elle devra porter sur la part patronale, qui a beaucoup baissé en valeur relative (56% du total des cotisations vieillesse contre 64% il y a 15 ans).

Retraite : démasquer les impostures, déchiffrer les inégalités, rétablir les faits

Dans leur ouvrage qui date de 1995, *Déchiffrer les inégalités*, Alain Bihr et Roland Pfefferkorn faisaient le constat suivant : "Entre 1982 et 1992, le PIB de la France a augmenté de plus d'un quart en francs constants passant de 5 559 milliards à 6 887 milliards. Soit environ l'équivalent de 2000 francs par personne et par mois(...). Une société de plus en plus riche donc, des pauvres de plus en plus nombreux: cette contradiction apparente s'explique aisément par une répartition de plus en plus importante de la richesse nationale".

Poujadisme en bas de soie

Dix années plus tard le constat demeure. Ainsi, après avoir fait subir un appauvrissement à toutes les catégories de salariés, le Capital s'est désormais choisi une cible prioritaire: les retraités. Avec pour pseudo argument massue : dans une société avec de plus en plus de personnes âgées qui vivent de plus en plus longtemps, les travailleurs devront travailler plus et plus longtemps pour garantir leur retraite. A ce poujadisme en bas de soie de l'aristocratie patronale (Ah ça ira, ça ira, ça ira, les aristocrates à la lanterne...), on pourrait se contenter de rétorquer simplement: une société de plus en plus riche grâce au travail de ses salariés se doit de consacrer une partie de l'augmentation de ses richesses pour garantir le bien-être des travailleurs à la retraite.

Mais, pour être plus précis, on peut signaler les faits et apporter les réponses suivantes aux questions régulièrement posées, et démasquer sans peine les impostures du matraquage patronal (les réponses présen-

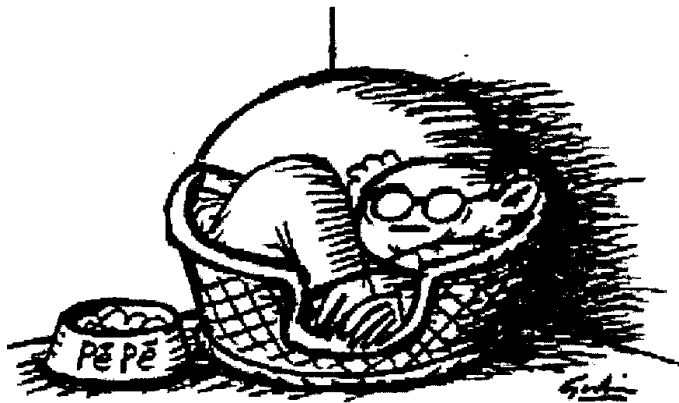
tées ici synthétisent les éléments et arguments avancés par différentes organisations politiques, syndicales et intellectuelles : ATTAC, Fondation Copernic, CGT, CGT FO, Cercle Léon Trotsky, Site Internet Convergences révolutionnaires d'une fraction minoritaire de LO).

seulement pas empêché, tout au long du XXème siècle, d'une part l'abaissement de l'âge de la retraite, d'autre part le financement d'une pension, plus ou moins confortable, d'un nombre croissant de travailleurs retraités. L'une des grandes conquêtes sociales du XXème siècle aura été pour les travailleurs qu'enfin vieillesse ne rime plus avec misère mais avec "seconde jeunesse".

D'après le rapport très social-libéral (d'ailleurs plus libéral que social) de Charpin, il y avait 3 cotisants actifs pour un retraité en 1970. Il y a en aura moins de 2 en 2010 et 1,6 en 2040.

Le ratio salarié actif/salarié retraité ou personne de 20-5

9 ans/ personne de plus de 60 ans serait une ânerie si elle n'était pas une imposture délibérée. En effet, les salariés en activité ne cotisent pas seulement pour les retraités. Ils contribuent aussi au bien être des conditions de vie de tous ceux qui ne travaillent pas: ceux qui ne travaillent plus et ceux qui ne travaillent pas encore. Ainsi en 2000 la société compte 1 actif pour 1,27 inactif (retraité, moins de 20 ans et jeune de plus de 20 ans scolarisé). En 2040 ce ratio sera de 1 actif pour 1,5 inactif soit en 40 ans une augmentation de 18%.



Choc démographique ?

Deux faits sont indiscutables et incontournables :

Premièrement, l'espérance de vie augmente. Ainsi, d'après les prévisions démographiques, il y aura en 2040 21,6 millions de personnes de plus de 60 ans contre 12,1 millions en 2000, et 29,6 millions de personnes de 20 à 59 ans contre 31,6 millions aujourd'hui.

Deuxièmement, il faudra consacrer plus d'argent aux retraités pour empêcher leur paupérisation et leur (nous) garantir une retraite confortable.

Face à ces faits incontournables qui servent de Cheval de Troie au gouvernement et aux patrons pour mettre en cause les droits sociaux des travailleurs,

il convient de rappeler que ce sont là des tendances historiques lourdes. L'augmentation de l'espérance de vie et conséquemment du nombre de personnes âgées dans les sociétés occidentales commencent dès la fin du XVIIIème siècle. Ces deux augmentations n'ont ab-

Tenir compte du chômage

En outre les ratios en question ne tiennent jamais compte du chômage. On peut ainsi, en intégrant, le taux de chômage dans les calculs établir les comparaisons suivantes. En 1995, on compte 1 actif pour 1,59 inactif (jeune, retraité, chômeur). En 2040, avec un taux de chômage de 0%, on comptera 1 actif pour 1,5 inactif (soit un ratio plus favorable qu'aujourd'hui si on mène une véritable politique contre le chômage). Avec un taux de chômage de 4,5 %, on compterait 1 actif pour 1,63 inactif soit une augmentation de 2,5%. (source Convergences révolutionnaires).

On le voit: le vrai problème démographique, c'est la démographie du chômage, pas celle des personnes âgées.



Le tout sécuritaire

On a eu droit à la loi sur la Sécurité Quotidienne (LSQ), mouture Jospin à la sauce plurielle, de restrictions des libertés individuelles, sous couvert de "lutte contre la criminalité". L'équipe social-libérale laminée le 21 avril, le ministre de l'Intérieur Vaillant laissait son poste au sieur Sarkozy, digne représentant du club ultra-droitier, décidé à surfer sur les terrains les plus aptes à le propulser comme futur présidentiable - du moins le croit-il ! - et qui, prétend-il, a entendu "le message des français". Il s'en est suivi, vite fait, la loi sur la Sécurité Intérieure (LCI) en parfaite continuité avec la précédente - on ne sait toujours pas s'il a remercié Jospin pour l'aménagement du terrain ! - tout en la renforçant cependant. Et notamment avec le projet de loi Perben (ministre de la "Justice" - d'aucuns prétendent qu'il faut lire "Répression"-) projet fortement appuyé par Sarko dont une autre ambition est de coller juges et magistrats sous la "tutelle" de la force publique. En somme, ce qu'on nous prépare, c'est la mise en place d'un futur état policier.

Que tout individu, qualifié de marginal qui a réputation de dangerosité, se le tienne pour dit: jeunes des banlieues, immigrés, sans... papiers, domicile, emploi..., prostitué(e)s... La chasse aux pauvres est ouverte, elle permettra d'oublier celle aux cols blancs qui d'ailleurs, ce n'est un mystère pour personne, aboutit rarement.

Nombre d'interventions particulièrement musclées, parfois pour des peccadilles ont déjà été dénoncées, non par les grands media qui ne s'arrêtent que sur des faits qualifiés de marquants: bavures policières mortelles par exemple, dont la relation par la presse est parfois pour le moins sujette à caution, mais par une presse "militante" tentant de restituer quelques vérités. Avec ces nouvelles dispositions légales, tout citoyen désormais peut être confronté à la plus amère déconvenue.

Exagération ? Dénigrement ? Jugez-en par le témoignage qui suit.

"Je suis un jeune homme de 18 ans à qui il est arrivé quelque chose de "presque banal" aujourd'hui !!! Je suis de la région mais je me trouvais dans le Sud au moment des faits (dans de la famille).

Je passais des vacances tranquilles en famille et mon cousin voulu fêter ses 18 ans en ma compagnie. On a donc fait quelques courses afin de manger et de boire un peu au domicile de mon cousin. Et c'est vrai que l'on a mis de la musique un peu fort, mais à 18 ans, on a envie de "marquer le coup". Alors, les voisins ont appelé la police qui est arrivée façon "cow-boy" avec matraques, gaz lacrymogène...

Dès leur arrivée, les forces de l'ordre nous ont menottés et nous ont tapés dessus, gazés... Les voisins, aux fenêtres leur demandaient d'arrêter en précisant que nous n'étions que des "gamins" mais rien n'y fit. Arrivés au poste de Police, ils nous ont demandé de signer le PV qui stipulait que nous étions coupables d'insultes à agents, coups et blessures sur agents... J'ai cru que je me trouvais dans un film, c'était le monde à l'envers. De plus, ils ont voulu que je compare immédiatement, mais ma famille a réussi à obtenir un report d'audience pour que je prépare ma défense. En effet, j'avais signé cette déposition à cause de la fatigue, des coups...

J'ai vu un médecin qui a constaté l'état de mon corps (ecchymoses...). Et nous avons engagé un avocat. Lors de mon audience, les agents de police en cause, qui avaient tout de même porté plainte contre moi n'ont pas jugé utile de se déplacer. Je fus donc condamné à 140 heures de TIG et 5 ans de mise à l'épreuve. C'est énorme, d'autant plus que certains témoins ont dit regretter avoir appelé la police cette nuit-là et ont témoigné en ma faveur !!!

Je devais repasser en jugement pour le côté civil de l'affaire, c'est-à-dire les dommages et intérêts des "victimes" mais elles ont abandonné l'action au civil !!! C'est tout de même incroyable qu'ils aient abandonné leur procédure contre moi et que je me retrouve quand même avec une telle condamnation, plus que lourde !!! Tout ce que je veux dire c'est qu'il ne faut pas me demander de croire en la police ni en son honnêteté !"

V.D.

Lettre d'une lectrice

J'ai reçu ce matin "A contre courant" n° 139. J'ai lu la lettre ouverte au ministre de l'Education Nationale et au recteur de l'Académie de Clermont"- écrite par Sud Education le 6.10.02. J'ai été très émue à la lecture de ces lignes. je ne connaissais pas Georges Mucha mais son histoire est tellement représentative d'autres histoires..., de tellement d'autres précaires à quelque niveau que ce soit ou dans quelques domaines que ce soit... Je me suis sentie concernée par ce qui s'est passé(...)Allons nous continuer à baisser la tête, serf des temps modernes devant les seigneurs (du rectorat, de la DASS, de la préfecture, du Conseil général, de la DD Agriculture, de la DS vétérinaire, de la médecine etc.. J'ai oublié l'industrie: Ah! Smoby! négriers des temps modernes). J'ai toujours considéré que l'on n'était pas sortis de la féodalité. Simplement, les seigneurs ne sont plus à cheval, mais en mercédès avec chauffeur, en 607 avec chauffeur, en Clio de service pour faire économique... Et nous nous restons là, hébétés, obligés d'écraser passe-qu'il faut-pas-perdre-son-boulot, passe-qu'il-y-a-pire ailleurs...(...)

Nous étions paysans jusque fin 2001. Nous avons eu l'ESB comme on dit poliment (la vache folle quoi) dans notre troupeau le 9.3.2001 (ferme en AGROBIOLOGIE). 111 animaux détruits selon le super-super-super principe de précaution - pour "protéger le consommateur"- Pipeau! Le préfet du Jura nous a dit "J'ai le pouvoir de vous broyer". A l'aise le gars. et ça, ce n'est pas un seigneur? Nous avons dû plier. On nous a pris 20 années de notre vie. Je ne décolère pas. Et je suis encore effrayée d'avoir côtoyé la face noire du monde. Moi, je me retrouve à 0, à 48 ans. Chômage+problèmes de santé liés au cauchemar de 2001, mon mari= chômage. Car nous avons quitté la ferme après avoir aidé mon frère à "reconstituer" un troupeau (comme on dit poliment aussi).

Nous sommes écoeurés, las, découragés, décalés de tout. Mais nous avançons (nous avons 2 enfants : il faut bien vivre). Il faut bien vivre. Nous sommes des précaires. Comme G. Mucha. Comme tant d'autres...

J'essaie de rester debout, reliée; j'essaie de bien manger, de bien dormir. Et je lis Jacquard, A. Grün, B. Cyrulnik et P. Rabhi. Ça aide.

Et j'essaie de garder cet humour que nous avons toujours eu ici. En 98, je devais payer un trop perçu de salaire au rectorat (2000 francs). Je leur ai proposé de payer en cochon (leur livrer un cochon). Cela a fait un tabac dans la région (presse, TV, radio...) J'ai gardé tout le dossier et suis en train de rédiger une BD "l'affaire Raymonde". Raymonde est le nom du cochon. Je cherche un éditeur. Avez vous des idées? des pistes?

Avec mes sentiments les meilleurs

Anne Marie D. Une utopiste debout

Rencontres et lectures à contre courant

Les Temps Maudits

La revue de la CNT nous a habitués à la qualité. Le n° 14 (oct-déc 2002), particulièrement riche, en est, une fois de plus, l'illustration.

Passé l'édito, qui fait un bref retour sur le "piège tendu" aux électeurs au lendemain du premier tour des Présidentielles - le fameux "sursaut républicain" - la revue propose, sous le titre "*le Tiers exclu de la politique de la Ville*", une analyse politico-sociologique de la marginalisation et de l'exclusion de toute une population urbaine réputée dangereuse et que, hier socio-libéraux, aujourd'hui néo-libéraux de pouvoir, à coups de surenchère démagogique parfaitement orchestrée et relayée par les médias aux ordres, s'efforcent via la LSQ, la LOPPJ⁽¹⁾ et autres sarkozeries de neutraliser par une répression sans précédent. Bien entendu les causes réelles - le "capitalisme sauvage" qui mène à la "sauvagerie" de ces couches de plus en plus paupérisées ne sont jamais évoquées.

Ainsi, selon l'auteur, la politique prend des allures de "*police d'exception consistant à appliquer des traitements d'urgence, des régimes spéciaux à des catégories*" totalement discriminées. Tant il est vrai que "*à vouloir combattre en priorité la précarité et la pauvreté, ne serait-on pas amené à devoir s'affronter aux puissants et aux possédants à l'origine de la véritable insécurité économique et sociale ?*"

Le second texte "*A propos d'un plaidoyer pour une "gauche" sécuritaire*" revient sur le thème de la sécurité en se référant au conditionnement de l'opinion bien avant les élections par certains organes de presse, écrite ou parlée, et plus précisément aux assertions du rédacteur en chef du Nouvel Observateur qui, dans un ouvrage paru en fin de campagne des élections : "*Sécurité, la gauche contre le peuple*", recensait les arguments d'une soit-disant gauche "réaliste" ne désespérant pas d'amener le PS à une "*politique résolument sécuritaire*". Le seul moyen selon lui de reconquérir "*le cour des classes populaires*".

L'article suivant, paru dans le magazine américain "*Z Magazine*" en janvier 2002, au titre explicite : "*La menace du terrorisme d'Etat mondial*" oppose le "*terrorisme en gros*" - celui des Etats et du premier d'entre eux, les USA - au "*terrorisme au détail*" - celui des réseaux terroristes - celui-ci résultant de l'exercice de celui-là, mille fois plus meurtrier. De fait il s'agit d'un réquisitoire salutaire contre l'impérialisme étatsunien.

Suivent deux textes, l'un sur "*la grève générale en Italie et l'article 18*", l'autre sur "*les raisons d'une grève*" au printemps en Espagne, ainsi que deux articles sur le syndicalisme, d'une part "*le syndicalisme alternatif face au cours nouveau de la CGIL*⁽²⁾", d'autre part un entretien avec la fédération des travailleurs de l'éducation CNT.

On n'omettra pas de mentionner le texte "*La Bourse ou la vie ?*" contre les fonds de pension, déjà paru dans les colonnes d'ACC (n° 137 et 138). Dans la rubrique idées, un court texte sur "*Guy Debord ou le renversement du marxisme*". Et pour finir, un hommage à Jacques Toublet, le fondateur en 97 des "*Temps Maudits*", et une brève revue des revues.

Les **Temps Maudits** : nouvelle adresse : BP 203 33021 BORDEAUX cedex. Le n° : 5,50 euros. Abonnement : 30 euros pour 6 numéros.

(1) LSQ : Loi sur la Sécurité Quotidienne" (nov. 2001) LOPJ : Loi d'Orientation et de Programmation pour la Justice (juillet 2002). La seconde en parfaite filiation de la première.

(2) Confédération Générale Italienne du Travail

Albatroz

Le n°31 de la revue (Déc. 2002) du même nom est quasiment intégralement consacré à la question israélo-palestinienne: appel au boycott des produits israéliens lancé en juin 2002 par une trentaine d'associations françaises; violence continue et extrême de Tsahal; légitimité de la lutte des palestiniens existant "*en elle-même*" et non par rapport à "*un quelconque droit international*"; démocratie israélienne (la seule du Proche-Orient, paraît-il) qui n'hésite plus à présenter des "*projets de loi ouvertement racistes à l'encontre d'une minorité qui représente le cinquième du pays*"; caractérisation sioniste du combattant palestinien comme terroriste invétéré et de son homologue israélien comme protecteur de l'ordre public et de la sécurité.

On trouvera aussi, outre un ironique pied de nez à l' "*Offre généreuse*" faite aux Palestiniens depuis 1948, un hommage au film du réalisateur palestinien Elia Suleiman, "*Mur de Lumières*", la traduction en quelques exemples de la formule "*liberté immuable = terreur répressive*", une manière de voir, tout indienne, la notion de dette extérieure, un appel à soutenir le prisonnier américain Farley C. Matchett, condamné à mort, et quelques poèmes. Le numéro 4 Ç. Albatroz, BP 404 - 75969 Paris Cedex 20.

Réseau Ecolo-libertaire

"*Rompre le silence, redonner vie à l'espoir et espoir à la vie*", peut-on lire en exergue du site écolo-libertaire <http://ecolib.free.fr> dont les animateurs, qui ne sont pas tendres pour "*les représentants patentés des Verts*" entendent "*réinventer les principes libertaires d'organisation de la société et proposer l'autogestion sociale et économique*". Des textes aux thèmes variés, sur la "*décroissance soutenue ou conviviale*", sur la création d'alternatives locales, sur le logement, le productivisme, sur la "*propagande consumériste*" (la pub), accompagnés d'un manuel de sabotage et détournement des panneaux d'affichages, sont disponibles sur ce site. Qui évoque aussi le distributisme, "*une hypothèse à discuter et mettre à l'épreuve des faits*", que présente la revue "*Prosper*", qui participe à ce réseau écolo-libertaire. Cette revue, qui existe en support papier, vient d'éditer une sélection d'articles dans un cahier de 70 pages; elle dispose d'une adresse postale : "*Prosper*" Les Salles 30570 VALLERAUGUE. Site : <http://www.prosperdis.org>

Irak, les enjeux de la deuxième guerre du golfe

Ce livre collectif analyse, à travers les discours officiels occidentaux, pourquoi la guerre contre l'Irak aura lieu inévitablement, inéluctablement. Après l'Afghanistan, l'Irak est la prochaine victime de la crise économique américaine et de la stratégie du Pentagone pour en sortir... Le contrôle de l'approvisionnement du pétrole par l'installation de nouvelles bases militaires dans la région et une nouvelle démonstration de force pour montrer au monde ce qu'il en coûte de défier l'Amérique, tels sont les principaux enjeux masqués derrière les inspections de l'ONU...

"*Irak, les enjeux de la deuxième guerre du golfe*" de Thomas Gounet, Harpal Brar et Baudouin Deckers. 148 pages. 7,50 euros. Peut être commandé en librairies ou par courrier électronique : editions@epo.be. Paru aux éditions EPO (Lange Pastoorstraat 25-27 2600 Anvers - Belgique . Site internet: www.epo.be tel: 00 32 3 287 08 77 ou 00 32 3 239 68 74 fax: 00 32 3 218 46 04).

NON À LA PRIVATISATION DE LA POSTE !

C'est le bulletin "*Le mouton fiévreux*" (c/o les Trois Mondes, 10 rue de Strasbourg, 53000 LAVAL; abonnement d'un an pour 6 numéros : chèque de 15 euros à l'ordre de "Le mouton fiévreux") qui a lancé l'idée d'une action, à mener parmi d'autres, en faveur des services publics : cette petite revue propose de faire figurer la mention "**Non à la privatisation de la Poste**" sur tous vos envois. Un geste de résistance d'usagers solidaires des postiers maltraités par certains de leurs supérieurs qui bâtissent leur carrière en démolissant le service public. Un geste qui devrait certes vous coûter un peu de temps; à moins qu'une association (ou un syndicat) ne

diffuse un tampon, un auto-collant ou des enveloppes portant refus de la logique de privatisation ?... On ne vous garantit pas la qualité de l'accueil si vous demandez au Receveur de votre bureau de poste s'il a l'intention de mettre en vente des "Prêt-à-Poster" anti-privatisation...

Une privatisation déjà largement engagée, hélas. Pour ne citer qu'un exemple : il y a 17 ans, à ses débuts, l'équipe d'ACC pouvait vous envoyer votre revue préférée à un tarif près de 10 fois moindre qu'aujourd'hui ! Aux exigences financières s'ajoutent des

contraintes techniques de routage de plus en plus lourdes qui finiront par asphyxier la "petite" presse. Les propos tenus récemment par le PDG, J.C. Bailly, ne laissent guère de doute sur l'attachement de la France d'en haut à la liberté d'expression. En effet, pour son PDG, la distribution de la presse est un "*handicap*" pour la Poste, car elle occasionne un "manque à gagner" de 500 millions d'euros par an. Rappelons à ce Monsieur que c'est en application du programme du Conseil National de la Résistance, qu'à la Libération, le service public postal, conformément à sa vocation de service public, a eu "*l'avantage*" de contribuer - en pratiquant un tarif presse très bas - à la diffusion des idées, considérée alors comme essentielle au sortir de plusieurs années d'obscurantisme et d'horreurs.

Nous n'avons pas les mêmes valeurs, Monsieur le PDG ! Quoique... Si on s'en tenait à une simple appréciation comptable, on pourrait vous faire remarquer que le trou France-Télécom de 70 milliards d'euros, creusé par votre ex-collègue M. Bon, représente 140 ans de "*handicap*" de distribution de presse. Mais on n'attend pas de vous que vous contestiez un "*avantage*", même énorme, concédé au Capital. Vous lui en offrirez sûrement d'autres.

COMITE DE REALISATION

A. BIHR / L. DALSTEIN / J. FORTCHANTRE / B. SCHAEFFER
SEB / A. ET D. WALTER

BULLETIN D'ABONNEMENT

* * *

Abonnement 10 numéros (1 an)

- SIMPLE 10 Euros
 de SOUTIEN Euros
 Faibles ressources (selon possibilités) . . .

(Chèque à l'ordre de: "A Contre Courant")

NOM _____

Prénom _____

Adresse _____

CPPAP N°70783

Dispensé de timbrage

Mulhouse-

A CONTRE COURANT
 (service abonnements)
 BP 2123
 68060 MULHOUSE cedex

P

PRESSE
 DISTRIBUÉE PAR
 LA POSTE

Déposé le 20/02/2003

Sommaire

- Page 1 ... Edito: Un printemps des peuples pour 2003 ?
 Page 2 à 4 Contre la guerre !
 Page 4 Mondialisation : un cas concret
 Page 5 et 6 Mondialisation, Europe et précarité
 Page 7 et 8 La classe laborieuse sous la gauche plurielle
 Page 8 Et hooooop, plus haut que Carrero !
 Page 9 et 10 L'avenir des retraites (tract Attac)
 Page 11 Retraites : Impostures et inégalités
 Page 12 Le tout sécuritaire
 Page 12 Lettre d'une lectrice
 Page 13 Rencontres et Lectures
 Page 14 Non à la privatisation de la Poste !

ACC dispose d'un Fax au 03 89 46 29 79 (Pour le 68)
 et au 03 25 05 57 57 (Pour le 52)

ACC sur internet : <http://www.acontrecourant.org>
 Courriel : courrier@acontrecourant.org

Directeur de publication : JEAN FORTCHANTRE
 1 rue Victor Hugo 52100 BETTANCOURT-LA-FERREE